

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES . 23 JUIN 1968

1^{re} CIRCONSCRIPTION DE LOIRE-ATLANTIQUE



GEORGES AGUESSE-THÉBAUD

Candidat Républicain

Depuis un mois, la Patrie a vécu dans la stupeur.

Un régime hautain qui, depuis 10 ans, n'a négligé aucune occasion de donner des leçons aux autres nations du monde, s'est trouvé soudain incapable de se faire entendre en France.

Au cours de la tragédie algérienne, ce régime avait eu ses soldats perdus. Aujourd'hui il se trouve face à face avec ses étudiants perdus, ses travailleurs perdus.

Tout a commencé à Nanterre.

Mais pourquoi cette étincelle a-t-elle allumé dans tout le pays un gigantesque incendie, et déclenché la plus vaste grève de notre histoire ?

Il n'y a pas de colère sans cause. Si les cris des jeunes ont éveillé dans la nation un si formidable écho, c'est parce que la voix des adultes, face à un homme seul, depuis longtemps, n'y sert plus à rien.

La liberté n'est respectée en France qu'à condition d'y demeurer la vaine parure d'un pouvoir sans partage. La V^e République est devenue un système plébiscitaire qui ressemble de moins en moins à la République et de plus en plus à l'Empire.

* *

Le peuple de France est appelé à faire entendre sa voix.

Le Président de la République avait d'abord songé à le convier à un nouveau référendum. Il y a renoncé.

Il a jugé plus habile de jouer l'existence de son gouvernement affaibli contre la division de ses adversaires : centristes craintifs et hésitants ; partisans d'une gauche "unie" dont toutes les fractions se réunissent pour gagner les voix des électeurs, mais ne parviennent pas ensuite à bâtir un programme d'action cohérent et un gouvernement commun.

Le chef de l'Etat invite les Français à se rassembler derrière le gouvernement qui se prétend qualifié pour guérir demain les maux qu'il n'a pas su prévoir hier.

Il promet, dans les universités et les entreprises, la "participation". Mais il s'interdit d'instaurer la participation, là où d'abord elle devrait être : entre le Gouvernement et le Parlement. Il exige, en effet, la plus totale soumission de la part des élus qui se réclament de son nom.

* * *

Au pouvoir en place et à la majorité sortante, qui font appel moins à l'espoir qu'à la peur, une partie de la France répond par ce cri : "Dix ans, c'est assez !"

Devant l'agitation la plus grave que le pays ait connu depuis 120 ans, c'est-à-dire depuis la Révolution de 1848, je constate moi aussi l'échec tragique d'un pouvoir qui a voulu régner de trop haut. Je fais mien le souhait que cela change.

Candidat républicain, je me présente en adversaire de la majorité, du gouvernement et de ses chefs.

Je ne renierai pas cette attitude au second tour des élections.

N'appartenant à aucun parti ni à aucune des formations de l'opposition que, comme beaucoup de Français, je souhaiterais voir plus large et plus neuve, je ne lance d'exclusive contre personne. En retour, je ne pense pas qu'il revient aux dirigeants nationaux ou locaux de telle ou telle formation de la gauche de tracer la frontière du camp où la République, la liberté et la justice doivent être défendues.

C'est aux électeurs de fixer cette frontière. C'est aux citoyens, dans cette circonscription même, de choisir librement les défenseurs d'une République digne de ce nom.

* * *

Je me refuse à croire que la Patrie puisse vivre dans le déchirement. J'ai des amis dans les deux cortèges qui parcourent nos villes : le cortège de la fureur et de l'espoir ; le cortège de la fidélité maintenue dans le désastre, mais aussi de la peur et du malaise.

A ceux qui crient, je dis que le progrès économique et social ne peut sortir du désordre et de l'intolérance.

A ceux qui ont peur, je déclare qu'ils auront encore beaucoup plus peur dans six mois, dans un an, s'ils maintiennent au pouvoir un système qui se condamne, pour survivre, à renforcer son autoritarisme, sa dureté, sa ruse, et ne pourra plus reconquérir les cœurs.

Que la Fraternité aide la Liberté et l'Egalité à progresser ensemble dans notre pays, c'est mon désir le plus cher. Et c'est ma volonté.

Vive la République !

Vive la France !

GEORGES AGUESSE-THÉBAUD

Licencié ès-Lettres

Chevalier de la Légion d'Honneur
Ancien Sénateur de Loire-Atlantique

Journaliste

SUPPLÉANT

Yves HALLIER

Cadre